

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.5/Suppl.1
18 août 1999

(99-3477)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Communication de la Slovénie

Supplément

La délégation de la République de Slovénie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord.

1. Le point d'information prévu à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord OTC a été établi à l'Institut de normalisation et de métrologie en 1996.
2. L'adresse, le numéro de téléphone et le numéro de télécopie du point d'information sont les suivants:

Institut de normalisation et de métrologie (SMIS)
Point d'information OMC-OTC
Kotnikova 6
SI-61000 Ljubljana

Téléphone: +386 61 178 30.41
Télécopie: +386 61 178 31.96
Adresse électronique: smls@usm.mzt.si
Personne responsable: Mme Vesna Strazlsar

3. Le point d'information, totalement opérationnel, met en œuvre les procédures de notification des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité, et procède aux échanges de renseignements nécessaires, conformément à l'article 10.
4. En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la Loi sur la ratification de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Journal officiel n° 36/95 de la République de Slovénie) et le paragraphe 1 de l'article 26 de la Loi sur le gouvernement de la République de Slovénie (Journal officiel n° 4/93, 23/96 et 47/97 de la République de Slovénie), un décret a été publié sur les procédures de notification des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité. Il est entré en vigueur le 25 décembre 1998.
5. Un séminaire sur les obligations de notification au titre de l'Accord OTC, qui a aussi permis de donner des informations générales sur l'Accord, s'est déroulé en décembre 1998 sous les auspices du SMIS; y ont participé des représentants de tous les services adressant des notifications et des autres parties concernées.

./.

6. Sur la base de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et les États membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part, la Résolution du Conseil du 7 mai 1985 a défini une nouvelle approche en matière d'harmonisation technique et de normalisation (85/C/136/01) et, sur la base de la Résolution du Conseil du 21 décembre 1989 (concernant une approche globale en matière d'évaluation de la conformité) (90/C/10/01), la Loi sur la normalisation en vigueur (Journal officiel n° 1/95 de la République de Slovénie) a été remplacée par trois nouvelles lois:

- Loi sur la normalisation (Journal officiel n° 59/99 de la République de Slovénie);
- Loi sur l'accréditation (Journal officiel n° 59/99 de la République de Slovénie);
- Loi sur les prescriptions techniques s'appliquant aux produits et l'évaluation de la conformité (Journal officiel n° 59/99 de la République de Slovénie).

La Loi sur la normalisation (9 pages) définit les objectifs et les principes de la normalisation en Slovénie, indique le statut, les fonctions, la composition et le financement de l'organisme de normalisation slovène et régit la préparation, l'adoption et la publication des normes nationales slovènes, ainsi que leur application. Le projet de loi a été élaboré conformément au programme d'État pour la mise en œuvre de l'acquis communautaire, clause 3.12.1 sur la libre circulation des marchandises.

La Loi sur l'accréditation (4 pages) indique les modalités d'établissement, d'organisation et de fonctionnement du service national d'accréditation, définit les domaines visés par l'accréditation et intègre l'accréditation aux règlements prévoyant une évaluation de la conformité.

La Loi sur les prescriptions techniques s'appliquant aux produits et l'évaluation de la conformité (9 pages) définit les méthodes de détermination des prescriptions techniques qui s'appliquent aux produits et les procédures d'évaluation de la conformité correspondant à ces prescriptions, et prévoit la publication de règlements techniques au moyen desquels les ministres compétents définiront en vertu de cette loi les dispositions s'appliquant à des produits ou familles de produits particuliers.

Les nouvelles lois ont été adoptées en juillet 1999 et entreront en vigueur en août 1999. Elles sont disponibles en anglais auprès du SMIS, point d'information OMC/OTC.
